

3° De conclure un contrat de travail en portage salarial à durée déterminée ne comportant pas un terme précis ou ne fixant pas de durée minimale lorsque le contrat ne comporte pas un terme précis, en méconnaissance de l'article [L. 1254-11](#) ;

4° De méconnaître les durées maximales du contrat de travail en portage salarial à durée déterminée prévues aux articles [L. 1254-12](#), [L. 1254-13](#) et [L. 1254-17](#) ;

5° De conclure un contrat de travail en portage salarial ne comportant pas la mention obligatoire prévue aux articles [L. 1254-14](#) ou [L. 1254-20](#) ;

6° De conclure un contrat de travail en portage salarial ne comportant pas l'ensemble des clauses et mentions prévues aux articles [L. 1254-15](#) ou [L. 1254-21](#) ;

7° De ne pas transmettre au salarié porté le contrat de travail en portage salarial dans le délai prévu à l'article [L. 1254-16](#) ;

8° De ne pas conclure avec une entreprise cliente d'une personne portée le contrat commercial de prestation de portage salarial dans le délai prévu à l'article [L. 1254-22](#) ou de ne pas avoir délivré dans le même délai au salarié porté une copie de ce contrat ;

9° De conclure avec une entreprise cliente d'une personne portée un contrat commercial de prestation de portage salarial ne comportant pas les mentions prévues à l'article [L. 1254-23](#) ;

10° De méconnaître les dispositions relatives aux conditions d'exercice de l'activité de portage salarial prévues à l'article [L. 1254-24](#) ;

11° De méconnaître l'obligation de mettre en place et de gérer pour chaque salarié porté un compte d'activité, conformément à l'article [L. 1254-25](#) ;

12° D'exercer son activité sans avoir souscrit de garantie financière, en méconnaissance de l'article [L. 1254-26](#) ;

13° D'exercer son activité sans avoir effectué la déclaration préalable prévue à l'article [L. 1254-27](#) ;

14° De ne pas respecter, en méconnaissance de l'article [L. 1254-28](#), les obligations relatives à la médecine du travail définies aux articles [L. 4121-1](#) à [L. 4121-5](#).

La récidive est punie de six mois d'emprisonnement et de 7 500 € d'amende.

La juridiction peut prononcer en outre l'interdiction d'exercer l'activité d'entreprise de portage salarial pour une durée de deux à dix ans.

[service-public.fr](http://service-public.fr)

> Portage salarial : Sanctions pénales

## L. 1255-15

LOI n°2016-1088 du 8 août 2016 - art. 85

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Est puni de 3 750 € d'amende le fait pour une entreprise autre que celle mentionnée à l'article [L. 1255-14](#) de conclure un contrat de travail en portage salarial sans remplir les conditions requises pour exercer cette activité en application des articles [L. 1254-24](#) à [L. 1254-27](#).

## L. 1255-16

LOI n°2016-1088 du 8 août 2016 - art. 85

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Est puni de 3 750 € d'amende le fait pour une entreprise cliente :

1° De recourir à un salarié porté en dehors des cas prévus à l'article [L. 1254-3](#) ;

2° De méconnaître les interdictions de recourir à un salarié porté prévues aux articles [L. 1254-4](#) et [L. 1254-5](#) ;

3° De ne pas conclure avec l'entreprise de portage salarial le contrat commercial de prestation de portage salarial dans le délai prévu à l'article [L. 1254-22](#) ;

4° De conclure avec l'entreprise de portage salarial un contrat commercial de prestation de portage salarial ne comportant pas les mentions prévues à l'article [L. 1254-23](#).